

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI
ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE
DELEGATION A L'EMPLOI
DE/N° 93/39

Paris, le -9 AOUT 1993

LE MINISTRE DU BUDGET
DIRECTION DU BUDGET
2ème SOUS-DIRECTION - BUREAU 2 B
N° ZB-93-833

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

LE MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
DIRECTION GENERALE DE L'ADMINISTRATION
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE
FP/4 1815

LE MINISTRE DU BUDGET

LE MINISTRE DE LA FONCTION
PUBLIQUE

LE MINISTRE DELEGUE A LA SANTE
DIRECTION DES HOPITAUX
BUREAU FU 3
DH/FH 3/N° 749

LE MINISTRE DELEGUE A LA
SANTE

LE MINISTRE DELEGUE A
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ET AUX COLLECTIVITES LOCALES
DIRECTION GENERALE DES
COLLECTIVITES LOCALES
NORINT B 93

LE MINISTRE DELEGUE A
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET
AUX COLLECTIVITES LOCALES

à

MESDAMES ET MESSIEURS LES MINISTRES
DIRECTIONS CHARGES DU PERSONNEL

MESSIEURS LES PREFETS DE REGION

MESDAMES ET MESSIEURS LES
PREFETS DE DEPARTEMENT

OBJET: Indemnisation du chômage des agents du secteur public;
Application de la convention du 1er janvier 1993 relative à l'assurance
chômage et de son règlement annexé; modification des règles de coordination.

REFERENCES : Loi n°92-1446 du 31 décembre 1992 relative à l'emploi, au développement
du travail à temps partiel et à l'assurance chômage (JO du 1er janvier 1993,
pages 19 à 25);
Décret n° 93-634 du 27 mars 1993 portant modification des articles R.351-
20 et R.351-21 du code du travail. (JO du 28 mars 1993, pages 5352 et
5353);
Arrêté du 4 janvier 1993 portant agrément de la convention du 1er janvier
1993 relative à l'assurance chômage et du règlement annexé à cette
convention (JO du 5 janvier 1993, pages 264 à 275) et arrêté du 26 janvier
1993, portant agrément de l'avenant n°1 à la convention du 1er janvier 1993,
relative à l'assurance chômage et de l'avenant n°1 au règlement annexé à cette
convention (JO du 28 janvier 1993, pages 1141 et 1142).

CIRCULAIRE
COMPLETEE:

Circulaire CDE n° 92/61 du 31 décembre 1992

La convention du 1er janvier 1990, relative à l'assurance chômage, conclue pour trois ans par les partenaires sociaux, est arrivée à expiration le 31 décembre 1992.

Une nouvelle convention du 1er janvier 1993 et son règlement annexé ont été agréés par arrêté du 4 janvier 1993 et complétés par l'avenant n°1 à la convention et l'avenant n°1 au règlement annexé, agréés par arrêté du 26 janvier 1993.

Ces nouveaux textes reprennent, pour l'essentiel, les dispositions antérieures, telles qu'elles ont été modifiées notamment par les avenants du 24 juillet 1992, sous réserve des mesures analysées au point I) ci dessous.

De ce fait, la circulaire n°92/61 du 31 décembre 1992 continue d'être applicable.

D'autre part, le décret n° 93-634 du 27 mars 1993 apporte des modifications aux articles R.351-20 et R.351-21 du code du travail.

I - Nouvelles dispositions résultant de la convention du 1er janvier 1993 et de son règlement annexé.

1-1 - Date d'effet de la nouvelle convention

Cette convention est applicable jusqu'au 31 décembre 1993.

Ses dispositions s'appliquent à toute personne dont le contrat de travail a pris fin après le 31 décembre 1992.

1-2- Mise en place d'une allocation unique dégressive (A.U.D.)

L'allocation d'assurance prévue à l'article 1.351-3 du code du travail, tel qu'il a été modifié par la loi du 31 décembre 1992, est dénommée allocation unique dégressive dans la convention du 1er janvier 1993.

Ses modalités d'attribution sont identiques à celles de l'allocation de base dégressive prévue par la précédente convention (avenant du 24 juillet 1992).

Les durées d'affiliation, et les durées d'indemnisation comportant une période de versement de l'allocation au taux normal et une période au taux dégressif, ne sont pas modifiées (cf circulaire CDE n°92/61).

Tous les travailleurs privés d'emploi pouvant prétendre au bénéfice de l'allocation d'assurance perçoivent désormais l'allocation unique dégressive, la période transitoire, qui concernait les allocataires dont la fin du contrat de travail est antérieure au 1er août 1992, s'étant achevée le 31 mars 1993.

1-3 - Garantie d'un niveau minimum d'allocation

L'application des coefficients de dégressivité ne peut avoir pour effet de fixer le montant de l'allocation journalière à un niveau inférieur à un montant fixé par le règlement d'assurance chômage (article 49 § 2).

Ce montant est actuellement de 83,50 F (montant de l'ancienne allocation de fin de droits), et de 115,74 F pour les allocataires âgés de plus de 52 ans qui justifient des conditions d'affiliation antérieures précisées dans le règlement (1).

En conséquence, nous appelons votre attention sur le fait que les dispositions du code de la sécurité sociale relatives aux prestations familiales attribuées sous conditions de ressources et à l'allocation de logement sociale ont été adaptées par le décret n° 93-691 du 27 mars 1993 (Journal officiel du 28 mars 1993) afin de maintenir, après la modification de la réglementation sur l'assurance chômage, les modalités d'appréciation favorable des ressources des allocataires du régime d'assurance.

Les revenus d'activité professionnelle des bénéficiaires de prestations familiales ou d'allocation de logement sont abattus de 30 % lors de l'entrée en A.U.D.

Dès que le montant de l'indemnisation atteint le montant minimum garanti par l'article 49 § 2 du règlement du régime d'assurance, l'intéressé, sur présentation d'une attestation, bénéficie d'une neutralisation complète des revenus d'activité professionnelle et des indemnités de chômage perçus durant l'année civile.

Les allocataires indemnisés par les ASSEDIC reçoivent automatiquement l'attestation nécessaire lorsqu'ils ont atteint le niveau minimum de leur allocation.

Il convient que les employeurs publics relevant du régime de l'auto-assurance et qui n'ont pas conclu de convention de gestion avec l'UNEDIC, adressent eux-mêmes à leurs allocataires, pour leur permettre de faire valoir leurs droits, une attestation identique à celle utilisée par les ASSEDIC, dont le modèle est joint en annexe (cf annexe 1).

(1) Les personnes précédemment occupées selon un horaire de travail réduit qui, du fait de la proratisation de la partie fixe de l'allocation et de l'allocation minimale, perçoivent dès leur admission un montant d'allocation inférieur aux montants fixés à l'article 49 § 2 du règlement, ne subissent pas de dégressivité.

1-4 - Différé d'indemnisation

Par avenant n°1 au règlement annexé à la convention du 1er janvier 1993, la durée du différé d'indemnisation a été maintenue à 7 jours jusqu'au 1er juillet 1993.

// convient de rappeler qu'il s'agit d'un simple report dans le temps du premier jour indemnisé, sans imputation sur la durée réglementaire des droits notifiés aux intéressés.

// s'ajoute au délai de carence calculé en fonction des congés payés non pris, et commence à courir au terme de ce délai si, à ce moment, toutes les conditions d'ouverture des droits sont réunies, notamment l'inscription comme demandeur d'emploi.

1-5 – Dispositions concernant les employeurs du secteur public adhérant au régime d'assurance chômage

Conformément à l'avenant n°1 à la convention du 1er janvier 1993 et à l'avenant n°1 au règlement annexé à cette convention, le taux des contributions au régime d'assurance chômage est maintenu à 5,70% dans la limite de 4 fois le plafond du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale. Il est rappelé que seuls les employeurs visés aux 3° et 4° de l'article L.351-12 du code du travail contribuent au financement de la structure financière; cette contribution reste inchangée.

1-6 – Adhésion obligatoire des employeurs publics au régime d'assurance chômage en cas d'emploi de salariés intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle.

La loi n°92-722 du 29 juillet 1992 (JO du 30 juillet 1992) dispose que les employeurs du secteur public visés à l'article L.351-12 du code du travail sont tenus d'adhérer au régime d'assurance chômage prévu à l'article L.351-4 du code du travail, pour les salariés engagés à titre temporaire qui relèvent des professions de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle, lorsque l'activité exercée bénéficie de l'aménagement des conditions d'indemnisation mentionnées à l'article L.351-14 du code du travail.

Il s'agit des salariés engagés sous contrat à durée déterminée, visés à l'annexe VIII (ouvriers et techniciens de la production cinématographique et de l'audiovisuel) et à l'annexe X (artistes du spectacle et techniciens des entreprises de spectacle) au règlement annexé à la convention du 1er janvier 1993.

1-6-1 Taux des contributions

1-6-1-1 Le taux global retenu est le même que celui appliqué en cas d'adhésion facultative:

– Taux de droit commun, y compris participation au financement de la structure financière, pour les employeurs visés aux 3° et 4° de l'article L.351-12 (entreprises publiques, établissements publics à caractère industriel et commercial, sociétés d'économie mixte, chambres de commerce et d'industrie pour leurs services à caractère industriel et commercial, chambres de métiers et chambres d'agriculture) ;

– Taux de droit commun hors financement de la structure financière pour les employeurs visés au 2° (collectivités territoriales et établissements publics administratifs autres que ceux de l'Etat et que ceux mentionnés au 4°) ;

Pour l'Etat et ses établissements publics administratifs, qui n'ont pas la possibilité d'adhérer au régime d'assurance pour l'ensemble de leurs agents non titulaires, le taux global retenu est celui applicable aux collectivités territoriales (cf tableau joint en annexe 2).

1-6-1-2 Répartition de la contribution entre la part patronale et la part salariale

Dans le silence de la loi, et s'agissant d'une adhésion obligatoire pour l'emploi de salariés intermittents du spectacle, c'est la répartition de droit commun qui doit être retenue dans tous les cas. (cf tableau joint en annexe).

1-6-1-3 Plafond et régularisation

Chaque employeur doit contribuer dans la limite de 4 fois le plafond du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale visé à l'article L.241,-3 du code de la sécurité sociale sur le montant des rémunérations qu'il a personnellement versées. Il est procédé à une régularisation annuelle employeur par employeur.

1-6-2 Nouvelles dispositions adoptées concernant les modalités d'affiliation et de recouvrement des contributions .

Désormais, l'ASSEDIC de l'Ain et des deux Savoies assure la gestion d'un centre de recouvrement, seul compétent pour procéder à l'affiliation des employeurs qui occupent des salariés ayant une activité relevant des annexes VIII et X, et au recouvrement de leurs contributions (cf tableau des taux de contributions en annexe). L'adresse du centre de recouvrement est la suivante : BP 2200- 74023 ANNECY. Tel: (16) 50 45 96 70).

Ce centre est compétent pour recevoir les contributions des employeurs publics.

Tout employeur public, en cas d'emploi de salariés intermittents visés par les annexes VIII et X, doit, à compter du 1er janvier 1993, solliciter par courrier une affiliation au centre de recouvrement.

A compter de cette même date, sont attribués aux employeurs précédemment affiliés au GRISS, un nouveau numéro d'affiliation.

Employeurs occasionnels

Pour les employeurs qui n'engagent des salariés intermittents qu'à titre occasionnel, les contributions doivent être versées dans un délai de 15 jours suivant le terme du mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin.

La déclaration et le paiement des contributions seront effectués au moyen du feuillet bleu "avis de versement" que comporte, à compter du 1er janvier 1993 le nouveau carnet d'intermittent. Le salarié intermittent doit se procurer ce carnet auprès de l'ASSEDIC du lieu de son domicile.

L'avis de versement sera adressé par l'employeur au centre de recouvrement, accompagné du titre de paiement.

Employeurs habituels

Pour les employeurs qui engagent des salariés intermittents de manière régulière, les contributions doivent être versées dans un délai de 15 jours suivant le terme du mois au cours duquel le versement des rémunérations est intervenu.

L'avis de versement leur sera adressé par le centre de recouvrement au début de chaque mois, pour leur permettre de remplir leurs obligations contributives.

Devra figurer sur cet avis :

- la masse salariale globale versée aux salariés intermittents avec le calcul des contributions dues ;
- la liste des salariés concernés avec indication pour chacun d'eux des rémunérations versées.

Cet avis devra être retourné, dûment complété au centre de recouvrement.

Les documents et formulaires à utiliser sont joints en annexes 3 et 4 (carnet d'intermittent et avis de versement) .

II - Nouvelles règles de coordination prévues par le décret n° 93-634 du 27 mars 1993, portant modification des articles R.351-20 et R.351-21 du code du travail.

2-1 - La charge de l'indemnisation en cas d'admission

Les articles R.351-20 et R.351-21 du code du travail fixent les règles de coordination applicables pour l'indemnisation des demandeurs d'emploi dont les activités antérieures prises en compte pour l'ouverture des droits ont été exercées auprès d'employeurs relevant, les uns de l'article L.351-4 du code du travail (employeurs affiliés au régime d'assurance chômage), les autres relevant de l'article L.351-12 du code du travail (employeurs publics relevant de l'auto-assurance, y compris ceux qui ont conclu avec l'UNEDIC une convention de gestion).

Comme antérieurement, pour l'ouverture des droits à indemnisation, il y a lieu de totaliser les périodes d'activité exercées auprès d'employeurs affiliés au régime d'assurance chômage et celles exercées pour le compte d'un employeur public placé sous le régime de l'auto-assurance, à condition que les services accomplis n'aient pas déjà été pris en compte pour le calcul d'allocations antérieurement versées.

L'article R.351- 20, dans sa rédaction antérieure au décret précité, précisait que la charge de l'indemnisation incombait soit à l'employeur avec lequel l'intéressé avait été lié par le dernier contrat ou engagement à la fin duquel les droits à indemnisation peuvent être ouverts lorsque celui-ci était un employeur public relevant de l'auto-assurance, soit aux institutions gestionnaires du régime d'assurance lorsque cet employeur y était affilié.

Cette règle s'est révélée parfois inéquitable tant pour le régime d'assurance chômage que pour l'employeur public, l'un ou l'autre pouvant être amené à prendre en charge l'indemnisation correspondant à la totalité des références de travail de l'intéressé, dès lors que l'un ou l'autre l'avait employé en dernier lieu, même pour une durée très courte (à la limite une seule journée).

Les partenaires sociaux et le gouvernement ont souhaité qu'elle soit modifiée.

L'article R.351- 20 prévoit désormais que le critère retenu pour déterminer le débiteur des allocations est la durée d'emploi la plus longue au cours de la période de référence, et non plus le dernier contrat de travail ou engagement , ce critère n'étant plus retenu qu'en cas d'égalité de durées d'emploi.

Pour chacun des exemples ci-dessous, l'intéressé justifie de 426 jours (14 mois) d'affiliation ou d'appartenance au cours des 24 mois précédant la fin du contrat de travail retenue pour l'ouverture des droits ; c'est donc au cours de cette période que sont recherchées les durées d'emploi dans le secteur privé et dans le secteur public.

2-1-1 - La durée d'emploi la plus longue a été accomplie pour le compte d'employeurs affiliés au RAC*. Au cours de la période retenue pour l'appréciation de la condition d'affiliation (8 mois, 12 mois, 24 mois ou 36 mois), la durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage (employeurs privés et employeurs publics ayant adhéré au régime) est plus longue que la durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs relevant de l'auto-assurance (ayant ou non conclu une convention de gestion avec l'UNEDIC) : l'indemnisation incombe à l'ASSEDIC du lieu de domicile de l'intéressé.

Example 1:

1992 : [_____] 8 J . o u r s J [-- 12 J . o u r s] (6 l i o u r s J -
 mairie hôpital entreprise
 (affiliée au RAC*) public pnvee
 (non affilié au RAC*)

1993 : 160 jours
Ministère

Durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage : 243 jours (mairie + entreprise privée) ;

Durée totale d'emploi pour le compte d'employeurs relevant de l'auto-assurance : 183 jours (hôpital public n'ayant pas adhéré au régime d'assurance chômage + Ministère);

La durée totale d'emploi pour le compte des employeurs affiliés au régime d'assurance chômage est plus longue :

L'ASSEDIC verse les allocations

- régime d'assurance chômage

2-1-2 - La durée d'emploi la plus longue a été accomplie pour le compte d'employeurs publics en auto-assurance.

Au cours de la période de référence, la durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage est plus courte que la durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs relevant de l'auto-assurance (ayant ou non conclu une convention de gestion) :

La charge et le service des allocations de chômage incombent à l'employeur public ou à celui des employeurs publics qui a occupé le travailleur pendant la plus longue période:

Exemple 2:

1992 : [182 jours]	[184 jours
mairie	hôpital public
(affiliée au RAC*)	(non affilié au RAC•)

1993 : [60 jours]
Ministère

Durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage : 182 jours (mairie)

Durée totale d'emploi pour le compte d'employeurs publics relevant de l'auto-assurance : 244 jours (hôpital public+ Ministère)

La durée totale d'emploi pour le compte des employeurs publics en auto-assurance est plus longue :

L'employeur public qui a occupé le travailleur pendant la durée la plus longue verse les indemnités : l'hôpital public.

2-1-3 - Egalité des durées d'emploi.

Au cours de la période mentionnée, les durées d'emploi accomplies pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage et pour le compte d'un ou plusieurs employeurs relevant de l'auto-assurance (ayant ou non conclu une convention de gestion) sont égales :

1er exemple : si le dernier employeur est affilié au régime d'assurance chômage : la charge de l'indemnisation incombe au régime d'assurance :

Exemple 3 a):

1992 :	<u>182 jours</u>	<u>32 jours</u>	<u>181 jours</u>
	mairie	hôpital	ministère
	(affiliée au RAC*)	public	
		(non affilié	
		au RAC*)	

1993 : 31 jours
entreprise
privée

Durée totale d'emploi pour le compte d'un ou plusieurs employeurs affiliés au régime d'assurance chômage : 213 jours (mairie + entreprise privée)

Durée totale d'emploi pour le compte d'employeurs publics relevant de l'auto-assurance : 213 jours (hôpital public + Ministère)

Les durées totales d'emploi sont égales ; le dernier employeur est affilié au régime d'assurance chômage : l'ASSEDIC verse les allocations.

2ème exemple : si le dernier employeur est un employeur public non affilié au reg1me d'assurance chômage : la charge de l'indemnisation incombe à cet employeur public ou à celui des employeurs publics qui a occupé le travailleur pendant la période la plus longue :

Example 3 b) :

1992 : [182 jours] [31 jours] [181 jours]
 mairie entreprise ministère
 (affiliée au RAC*) privée

1993 : _____ u.lf 3° 2c.Jj-"ou"rs)
Hôpital
public
(non affilié au RAC*)

Les durées totales d'emploi sont égales ; le dernier employeur est un employeur public en auto-assurance: l'indemnisation incombe à l'employeur public en auto-assurance qui a employé l'intéressé pendant la période la plus longue : le Ministère

3ème exemple : A égalité de durées d'emploi pour le compte de plusieurs employeurs publics non affiliés au régime d'assurance chômage, l'indemnisation incombe à l'employeur public qui a occupé le travailleur en dernier lieu :

Exemple 3 c) :

1992 : [107 jours] [153 jours] [61 jours] [107 jours
Ministère mairie (affiliée entreprise hôpital
 au RAC*) privée public
(non affilié au RAC*)

1993: j
hôpital
public

Les durées totales sont égales ; le dernier employeur est un employeur public en auto-assurance; les durées d'emploi de l'intéressé par les employeurs publics en auto-assurance sont égales ; l'indemnisation incombe au dernier employeur : l'hôpital public.

Pour déterminer à qui incombe la charge de l'indemnisation, il convient de calculer les durées d'emploi uniquement en jours, quel que soit l'horaire de travail précédemment pratiqué par l'intéressé, même dans les cas où la durée d'affiliation est calculée en heures (salariés relevant des annexes 4, 5, 8, 10 et 12).

Par ailleurs, pour la comparaison des durées d'emploi, seules sont à prendre en compte les périodes d'appartenance à une entreprise ou à un organisme public. Les périodes durant lesquelles l'intéressé n'était pas lié par un contrat de travail, ou un engagement à l'égard d'un employeur public, ne sont pas retenues même si elles sont assimilées, en totalité ou en partie, à des périodes de travail pour le calcul des droits aux allocations (périodes de formation, de prise en charge par la sécurité sociale et dernier jour du mois de février, qui est compté pour trois jours).

2-2 - Indemnisation en cas de réadmission

L'article R.351-21 du code du travail fixe les règles de coordination applicables en cas de réadmission alors que les droits ouverts au titre de la précédente admission ne sont pas épuisés.

Les précédentes dispositions précisait que l'allocation était servie pendant la durée la plus longue correspondant soit à celle du reliquat, soit à celle de la réadmission et au taux le plus élevé pendant la durée durant laquelle ce taux pouvait être attribué.

Ces dispositions n'étaient plus cohérentes avec les nouvelles stipulations du règlement du régime d'assurance chômage.

Le règlement actuellement applicable prévoit en effet une comparaison des montants globaux du reliquat et des droits correspondant à la réadmission, et l'attribution du montant le plus élevé.

Or, l'article L.351-12 pose le principe de stricte égalité de traitement entre les agents du secteur public et les salariés du secteur privé remplissant les mêmes conditions d'activité antérieure. Le respect de ce principe imposait donc la modification de l'article R.351-21.

2-2-1 - Montant de l'indemnisation

L'article R.351-21 modifié prévoit, en cas *de* réadmission, alors que le travailleur privé d'emploi n'a pas épuisé les droits ouverts au titre de sa précédente admission, la comparaison du montant global du reliquat et du montant global des droits ouverts au titre de la nouvelle admission, et l'attribution de l'allocation correspondant au montant global le plus élevé.

2-2-2 - Charge de l'indemnisation

2-2-2-1 Le montant le plus élevé correspond au reliquat des droits ouverts au titre de la précédente admission :

– L'employeur public ou l'ASSEDIC qui a décidé la précédente admission verse les allocations correspondant au reliquat.

- L'indemnisation incombe à l'employeur public ou à l'ASSEDIC qui décide la nouvelle admission, après application des dispositions de l'article L.351-20 (voir partie 2-1 : la charge de l'indemnisation en cas d'admission).

Exemple 5 :

	PRA	IDE	IDE
	1	admission	reprise
1992 :	[-----J[//////////1)-----I[XXXXXXXXXX] [//!i/1!/, 1--/[XXX]		
	1/03	1 30/06 1/09	30/11
		1 IDE	
		1 réadmission	
1993 :	[* *** * ***** * 15/04		
	1/01		

PRA : Période de référence affiliation

XXX : Indemnisation

//1/I : Employeur du secteur privé

*... : Employeur du secteur public

IDE : Inscription sur la liste des demandeurs d'emploi

a) Suite à la fin de contrat de travail du 30/06/92, une admission a été prononcée au titre de l'article 27 a) du règlement, pour une durée d'indemnisation de 122 jours (4 mois) avec un abattement de 25 % immédiatement applicable. Cette indemnisation est à la charge du régime d'assurance chômage.

b) Suite à la fin de contrat de travail du 30/11/92, le service des allocations est simplement repris, la durée de l'activité reprise (du 1/09 au 30/11/92, soit moins de 122 jours) étant insuffisante pour une réadmission. ..

c) Suite à la fin de contrat de travail du 15/04/93, la durée des activités reprises postérieurement à la précédente admission (du 1/09 au 30/11/92 et du 1/01 au 15/04/93, soit plus de 182 jours dans les 12 derniers mois) permet de prononcer une réadmission au titre de l'article 27 b) du règlement.

Dans la mesure où le montant global du nouveau droit (213 jours d'indemnisation dont 122 jours au taux normal) est supérieur à celui du reliquat de droit antérieur, le nouveau droit est versé dans le cadre de la réadmission.

Pour déterminer à qui incombe la charge de cette indemnisation, il n'y a pas lieu de prendre compte la période d'emploi dans le secteur privé du 1/03 au 30/06/92 car, bien que située en partie dans la période de référence, cette période d'emploi a servi à la précédente ouverture de droit et non à la réadmission. La charge de l'indemnisation incombe à l'employeur du secteur public, la durée d'emploi chez cet employeur (du 1/01 au 15/04/93) étant supérieure à la durée de l'emploi dans le secteur privé (du 1/09 au 30/11/92).

2-3 Liaisons entre ASSEDIC et employeurs publics

Dans les cas où J'ASSEDIC, saisie d'une demande d'allocations, estimera, après examen du dossier que l'indemnisation n'incombe pas au régime d'assurance mais à un employeur public, elle transmettra à cet employeur la demande de l'intéressé accompagnée des pièces justificatives jointes, une copie de sa décision de rejet et une fiche de liaison dont le modèle est établi par l'UNEDIC.

L'employeur public procédera de la même manière lorsqu'il sera saisi en premier lieu alors que l'indemnisation incombe, soit au régime d'assurance, soit à un autre employeur public.

2-4 Remise de l'attestation d'employeur (rappel des dispositions applicables)

2-4-1 Délivrance de l'attestation

Nous vous rappelons qu'il vous appartient, conformément à l'article R.351-5 du code du travail, au moment de la résiliation, de l'expiration ou de la rupture du contrat de travail, de délivrer à l'intéressé l'attestation d'employeur qui lui permettra d'exercer ses droits aux prestations de chômage.

Cette attestation doit être remise le jour même de la fin du contrat de travail à tous les intéressés, même ceux dont la durée du contrat de travail a été trop courte pour permettre, en elle même, l'ouverture d'un droit. En effet, en cas de demande ultérieure du bénéfice d'un revenu de remplacement, cette attestation sera utile aux services compétents (ASSEDIC ou employeur public) pour procéder à la totalisation des activités exercées durant la période de référence (cf circulaire DE no 91/15 du 25 mars 1991).

Compte tenu des nouvelles règles de coordination exposées ci-dessus, l'employeur public relevant de l'auto-assurance ne peut plus désormais se dispenser de la remise de l'attestation que s'il a la certitude d'avoir été l'unique employeur pendant toute la période de référence.

2-4-2 Rappel des conditions d'approvisionnement

A partir d'un minitel (36 14, code ATEMI ou code ASSEDIC), vous pouvez demander l'expédition de formulaires d'attestations, qui sera effectuée dans les 24 heures.

Il vous est également possible de demander ces formulaires directement à l'ASSEDIC, qui effectuera elle même les commandes par minitel. Vous devez en faire la demande par écrit.

2-5 – Entrée en vigueur des nouvelles règles de coordination

Les nouvelles règles de coordination s'appliquent aux travailleurs privés d'emploi dont la fin du contrat de travail ou engagement à partir de laquelle les droits à indemnisation peuvent être ouverts est intervenue à la date d'entrée en vigueur du décret ou postérieurement.

Ainsi, les dispositions de l'article R.351-20 modifié s'appliquent aux personnes dont le dernier contrat de travail ou engagement permettant une ouverture de droits a pris fin le 30 mars 1993 ou postérieurement.

Les dispositions de l'article R.351-21 modifié s'appliquent aux personnes dont le dernier contrat de travail ou engagement permettant une réadmission a pris fin le JO mars 1993 ou postérieurement.

Si vous rencontrez des difficultés relatives à l'adaptation de la réglementation du régime d'assurance chômage aux spécificités de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale ou de la fonction publique hospitalière, ou pour l'application des nouvelles règles de coordination résultant du décret du 27 mars 1993, vous prendrez l'attache du Ministère de la fonction publique - direction générale de l'administration et de la fonction publique - bureau FP 4, du Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire - direction générale des collectivités locales, bureau FP 3 ou du Ministère des affaires sociales, de la santé et de la ville - direction des hôpitaux - bureau FH 3.

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE
DE L'INTERIEUR ET DE
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Michel TERNET

Michel TERNET

LE MINISTRE DE LA
FONCTION PUBLIQUE
et par délégation
le Directeur Général de l'Administration
et de la Fonction Publique

Beroara PECHEUR

Beroara PECHEUR

LE MINISTRE DU BUDGET
Pour le Ministre et par délégation
Le Directeur du Budget
Le Directeur du Budget
Sous-Directeur

Denis MORIN

LE MINISTRE DELEGUE
A LA SANTE
Pour le Ministre et par délégation
Pour le Directeur des Hôpitaux
et par délégation,
Le Chef de Service

Yvonne GAUTHIER

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE
L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE

Pour le Ministre et par délégation

Le Délégué à l'Emploi

1 - - - - 1

Dominique BALMARY

<u>Désignation du service gestionnaire</u>

Référence :

Personne chargée du dossier :

Destinataire

ArrESTATION

Vous bénéficiez acruellement du versement d'allocations chômage .

Ce document atteste qu'il vous est fait application depuis Je des dispositions de l'article 49 (paragraphe :?.) du règlement d'assurance chômage, ce qui vous garantit un montant minimum d'allocation jusqu'à l'expiration de vos droits.

Cette attestation est importante pour le calcul de vos droits aux prestations familiales et de logement.

Adressez la dans les plus brefs délais à l'organisme qui vous sert ces prestations (caisse d'allocations familiales, caisse de mutualité sociale agricole ...) . Elle devrait vous permettre d'obtenir un réexamen favorable de vos prestations.

Adhésion obligatoire des employeurs publics au régime d'assurance chômage en cas **d'emploi** de salariés intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle.

Taux des cotisations

Employeurs	Part patronale	Part salariale	TOTAL
-Etat – Collectivités territoriales – Etablissements publics administratifs (autres que ceux visés à l'article L.351-12 4°)	3,63%	2,07 % (1)	5,70%
– Entreprises publiques – EPIC – Sociétés d'économie mixte (art.L.351-12 3°) ----- – Chambres de métiers – Chambres de commerce et d'industrie (pour les services à caractère industriel et commercial) – Chambres d'agriculture et établissements d'utilité agricole (art.L.351-12 4°)	4,83% (3,63% + 1,20%)	2,87% (2,07% + 0,80%) (2)	7,70%

1) La contribution supplémentaire de 0,50 % supportée par les salariés pour la tranche des rémunérations comprises entre une et quatre fois le plafond du régime d'assurance vieillesse de la sécurité sociale n'est pas actuellement applicable aux intermittents du cinéma, de l'audiovisuel et du spectacle, la régularisation annuelle au niveau du calcul du plafond, tous emplois confondus, n'étant pas possible pour cette catégorie de salariés.

(2) Le taux de contribution à l'Association pour la structure financière (ASF) est, sur la totalité des rémunérations, celui correspondant à la part de rémunérations comprise entre une et quatre fois le plafond de l'assurance vieillesse.

....

1

~~s-w,|c|é.|l|t..||'
vt.. t:J:l""t..|..~~

REGIME D'ASSURANCE CHOMAGE

CARNET D'INTERMITTENT

(actlvllés relevant du spectacle ou de la production
cinématographique el de l'audiovisuel)-

appartenant à: Mme. Mlle. M.....

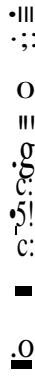
(iiOin, p""nom)

NIR (n° de sécurllé sociale) 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 **W**

Adresse:

.....

Ayez toujours votre carnet sur vous el conservez-le soigneusement



Ce carnet est destiné aux **artistes intermittents du spectacle** ou de **production cinématographique et de l'audiovisuel**, pour les activités exercées à compter du 1^{er} janvier 1993. Ce carnet comporte des feuillets de couleurs différentes, présentés, par séries de trois, sous forme de liasses numérotées :

- 1. des feuillets de couleur **jaune** servant d'attestation d'employeur et de demande d'allocations, que vous devez adresser à votre Assedic, dûment complétés et signés, **à la fin** de chacun de vos contrats,
- 2. des feuillets de couleur **bleue** que l'employeur doit envoyer, avec les contributions correspondantes, au centre de recouvrement, à l'adresse prévue à cet effet, et dans les délais précisés sur le rabat du carnet,
- 3. des feuillets de couleur **vieil or** à conserver par l'employeur.

Sur le rabat intérieur du carnet figurent les taux des contributions et cotisations **à verser** **par** **le** **centre de recouvrement**.

Chaque feuillet doit être rempli :

- **même** pour un **extra d'une seule journée** (pour les ouvriers et techniciens de la production cinématographique et de l'audiovisuel),

à compléter **pour** **le** **personnel des entreprises de** **production cinématographique et de l'audiovisuel**.

Nous attirons votre attention sur le fait que, lors de l'examen de vos droits aux allocations ou de leur renouvellement, nous rassemblerons tous les feuillets que vous nous aurez fait parvenir. Nous ne pourrions toutefois prendre en compte que les activités que vous aurez, par ailleurs, signalées sur votre déclaration mensuelle de situation.

Les informations portées sur les feuillets doivent être conformes à celles figurant sur le certificat de travail et les bulletins de paie.

Q.

AVIS DE VERSEMENT À ADRESSER
PAR L'EMPLOYEUR AU CENTRE DE RECOUVREMENT

..mvoh•nrvAifT qu 1nm.m
OU bi UP'IODtkii(IN OHfMAIGÇ AMiott:
[10(4"l.WIO:VUUQ.

EMPLOYEUR

SALARIE

Hom tl ndreut
dol'employoon

Nom Poiaom '-----J
NIR (H• do "rurilhodolel
IMfOI O((I)Pt:
• euvrh• dolo produion mImol"9""lquo .6qulpo de ...111<11011 a
..de l"uuolovlw •6qulpo de..... a
•ledmhlondolopndudion mlmaJ.,aphlq..Il def"audiOYb a
• arlklo roloil a
•pmonn IO<hniquo d"uno onlrqnlo do !pododo a
MOU DI LA RUPURI DU CONTRAT DI TRAVAIL
J H fin do <Ditor d autM dnmmlm
lnl<rrup on en <ip6o do mn oll d...lo d!onrlnlo al"hi utin:
36 O dol'employo.. 31 Odu.,loril

PO.Iod.ou d'ttnplol
Dqlet: de l loun
tlrldlvernoot
ltayalfth

Périodes d'emploi		1	Nombre	1délaul,	SALAIRE BRUT		Montant
ou			d'heures DU Nbre dlt cachets		Powtrtnlog•.oballtm•l : L.j.,.,		duprecomplt
dates des jours travaillés			ellectuêes groupês., Isolês		•vau! bi. puu• " "" •101118'-10mrla	apréijahi. Pourhie Drolueioor ls	'pail s.ali'olii!.le)
du	au						
du	au						
du	au						
du	au						
du	au						

lu t.t.,..... colutho /... •
lu...r. Int...h... L.L1
10r:-H-U /• lju'k, 1011
F W,
jjf•.....

•uff th grevpit: (adict, qvya'u
•mohr S)ovh ron•N fin dda
..11inHr •tnployew.

TOTAL DES RÉMUNÉRATIONS
CONTRIBUTIONS ET COTISATIONS
ASSIDIC
I...:t...y... "a...:1
a rororper
dom lo n.l:oa d on o

Nom 011 rolt.on todalt -----

loomo Juridique

ADRESSE:-----

Til.: -----
N• d"ooi• l kononiquoiAT/HAf 1 1
N•IJRn
H" d'affiliation ou enlr1 de re<ounement

Rgime de retroile complémentuitM.....
•JOHIBUIIOH II IOHS AIOHS DUIS A l'AmOI(
•Rimvtrialont dan..lf finit d

1•k olond dolo<louol
rodolol""h""", ""l
•(onhibvrioiit:

Assurn:t d'llim1191: a x o/r. = b

•1Vf: a x % . c
•(onfolfanl:

IM&: a x % - d
1 .. -u-,ool

•Trital (bu+d' i
nn•r au c•tre l• fMOUYfetnllll!
r.....;P:

..... M"".....
tgiuiml ..!plllide:

cetlilit.,-le,tn.eiflantl""tt ., kUJ" (tlitltiMI•l.orllucxt

A----- lo -----
""""""""dol" ..oy..

AV15 DE VERSE...r1E T CO OER A:\i
EXCU:SIVE:\IE:IT LES SALARIES
1:-.IER:\iITTE:-.IS DU CIXE."iA, DE
L'AUDIOVISI""EL ET OC SPECTACLE

CE TREDERECOLv E E I
B.P.1.:00
7 23 AN;'-."ECY CEDEX

re CDE : le present av1s de :erseme .t conceme les :alaires verses

0:3 :;ffjliation

ùJ au

Date limite de versement
e :-emur de cet a\tls est CBLIGATO!RE. :ans ie cas où
:ous n auriez auc...ut versement à eifecr...er pas cie saïwe
:,ere), ocrtez :a :mention r.éant ur !a :;.e :ocai ciu
:e;sement joint. 70L""T :\Ei...R:J enraî:-e!"3 c: s cé:-tail:é .

STATISTIQUES Renseignements à fournir
obligarotrement quels que soient vos effecnfs aux
dates indiauées

EFFECTIF	SALARIES INTERMITTENTS
lau	
lau	

C:-,LCLL. DES CO:-ITRJBLLT:ONS ET COTIS.->.TIO S DUES AU
C:::-:TRE DE RECCLJVRE IE:H

muneraticns èans la limite
e 4 icis le piaicnà de la sén:r.té 5cc:ale
!acrès aOattement)

Ji00

CO:-<"TRIBUTIONS

TAL'X SOMMES DUES

Assurance iACI	a)	*	.00
: :-: ...!"e Fi":,ancère (ASFJ	al		.00
:=-cr:ds 1\Janonai de gara:"tte des saiatres \r\."CSi l.u'		%	.00
TOTAL DES SOMMES DUES (AC+ASF+FNCS)			.00
:LT:CES Dt:S OE LEXERCICE At:			.00
. Principal			.00
.1ai:lrauotis d.e retard			.00
. Autres fraus			.00
TOTAL DU V!ltSE."GENT			.00
It':onair te montancs au franc le ?lus oroc.heJ			

Il'il'l'ORTANT A RE:\IPUR

OBUGATOIRE.'v!ENT AU VERSO

Les noms àes salanés concernés avec
leur numéro de séc rué scoale..

Les rfmunfranons versées pour chacun
à'eux et pour lesquelles les con:nbunons
ont été versées au moyen du présent
aVJs de versemen

n tél .:

-\ RE:-.TSEIG:"-<ER OBUGATOIRE!"IE:-.1 E:'. C:\S DE \FODIFIC.-\TIONS

J SUET

A LE

☐ N° NAF/APE (code activité)

Signature :

tson SOc.Illl.-
:hen!!ement d'aar "SM

e déclare ne plus employer de personnel intermittent

☐ A titre provisoire ☐ A titre définitif depuis

☐ Cessation d'activité provisoire depuis le

Reprise d'activité prévue le

IlIFS.Nuan toul• dHimveo

Nom du successeur

☐ Nouvelle forme juridique

☐ Redressement judiciaire Date ☐ Liquidation judiciaire Date

☐ Représentant des créanciers

CACHE.T CE :S...m=EPISE.

••••• *A l'attention des employeurs*

Les trois feuillets - jaune, bleu et vieil or- sont autocopiables.

Pour les remplir, veuillez utiliser un stylo à bille en vous aidant de ce rabat.

Merci de veiller à ce que les informations reproduites sur le 2.... feuillet soient bien lisibles.

Délais de versement des contributions et cotisations

Employeurs occasionnels d'intérimaires :

dans les 15 jours suivant le terme du mois au cours duquel le contrat de travail a pris fin.

Employeurs habituels d'intérimaires :

dans les 15 jours suivant le terme du mois au cours duquel le versement des rémunérations est intervenu.

Taux des contributions et cotisations
dus au centre de recouvrement

Au 1 janvier 1993	
Assurance chômage : 5,70%	
(- Pour employeur : 3,63 %	
- Pour salarié : 2,07 %)	
ASF : 2 %	
(- Pour employeur : 1,20%	
- Pour salarié : 0,80 %)	
FNGS : 0,35 %	

